



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

## Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

**Le mercredi 19 février 2020 — N° 103**  
*Neuf heures quarante*

Président de l'Assemblée nationale :  
M. François Paradis

---



Partie 1

**AFFAIRES COURANTES**

**DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS**

- Le député de Masson sur le sujet suivant : *La persévérance scolaire.*
- La députée de Hull sur le sujet suivant : *Souligner le 40<sup>e</sup> anniversaire d'Accueil et de Parrainage en Outaouais (APO).*
- Le député de Portneuf sur le sujet suivant : *Sainte-Christine-d'Auvergne souffle sa 125<sup>e</sup> bougie.*
- Le député de D'Arcy-McGee sur le sujet suivant : *Hommage aux élus scolaires de D'Arcy-McGee.*
- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *La participation, à deux reprises, des frères Émile et Xavier Lepage de Stoneham au tournoi Pee Wee de Québec, ainsi que le travail de l'organisation du tournoi.*
- Le député de Rosemont sur le sujet suivant : *Jean-Denis Dufort, ex-commissaire scolaire.*
- Le député de Nicolet-Bécancour sur le sujet suivant : *Hommage à M. Yvon Tremblay.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Hommage à M. Gaétan Dubé.*
- Le député de Bourget sur le sujet suivant : *25<sup>e</sup> anniversaire de l'Antre-Jeunes de Mercier-Est.*
- La députée de Pointe-aux-Trembles sur le sujet suivant : *Jim Orrell, Journaliste de chez nous !*

**DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES**

**PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI**

**DÉPÔTS**    a) documents  
              b) rapports de commissions  
              c) pétitions

**RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

**QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

**VOTES REPORTÉS**

Motion du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques proposant l'adoption du principe du projet de loi n° 44, Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification.

**MOTIONS SANS PRÉAVIS**

**AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

**RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

Partie 2  
**AFFAIRES DU JOUR**

**AFFAIRES PRIORITAIRES**

**DÉBATS D'URGENCE**

**DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS**

**AUTRES AFFAIRES**

**I. Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

- 1) Projet de loi n° 30  
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et  
président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**
  
- 2) Projet de loi n° 35  
Loi visant à moderniser certaines règles relatives à la publicité foncière et à  
favoriser la diffusion de l'information géospatiale  
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le  
**19 septembre 2019**
  
- 3) Projet de loi n° 39  
Loi établissant un nouveau mode de scrutin  
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la  
Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le  
**11 février 2020**

- 4) **Projet de loi n° 44**  
Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification  
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 31 octobre 2019  
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 6 février 2020  
Vote reporté le **18 février 2020**
- 5) **Projet de loi n° 45**  
Loi concernant principalement la nomination et le mandat des coroners et du coroner en chef  
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **30 octobre 2019**
- 6) **Projet de loi n° 46**  
Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions  
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **14 novembre 2019**
- 7) **Projet de loi n° 49**  
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives  
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le **13 novembre 2019**
- 8) **Projet de loi n° 50**  
Loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw  
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **6 février 2020**
- 9) **Projet de loi n° 51**  
Loi visant principalement à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation famille-travail  
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **28 novembre 2019**

**10) Projet de loi n° 52**  
Loi visant à renforcer le régime d'examen des plaintes du réseau de la santé et des services sociaux notamment pour les usagers qui reçoivent des services des établissements privés  
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le **3 décembre 2019**

**11) Projet de loi n° 53**  
Loi sur les agents d'évaluation du crédit  
Présenté par le ministre des Finances le **5 décembre 2019**

*Étude détaillée en commission*

**12) Projet de loi n° 18**  
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes  
Présenté par le ministre de la Famille le 10 avril 2019  
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 25 septembre 2019  
Principe adopté le **26 septembre 2019**, et  
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

**13) Projet de loi n° 23**  
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019  
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques

**14) Projet de loi n° 29**  
Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées  
Présenté par la ministre de la Justice le 5 juin 2019  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 17 septembre 2019  
Principe adopté le **24 septembre 2019**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions

- 15) Projet de loi n° 32**  
Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel  
Présenté par la ministre de la Justice le 13 juin 2019  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 31 octobre 2019  
Principe adopté le **6 novembre 2019**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions
- 16) Projet de loi n° 41**  
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016, du 28 mars 2017, du 27 mars 2018 et du 21 mars 2019  
Présenté par le ministre des Finances le 31 octobre 2019  
Principe adopté le **7 novembre 2019**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 17) Projet de loi n° 42**  
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 21 mars 2019 et à certaines autres mesures  
Présenté par le ministre des Finances le 7 novembre 2019  
Principe adopté le **19 novembre 2019**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 18) Projet de loi n° 43**  
Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers et d'autres dispositions afin de favoriser l'accès aux services de santé  
Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le 9 octobre 2019  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 14 novembre 2019  
Principe adopté le **27 novembre 2019**, et  
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux



- 19) Projet de loi n° 48**  
Loi visant principalement à contrôler le coût de la taxe foncière agricole et à simplifier l'accès au crédit de taxes foncières agricoles  
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le 5 novembre 2019  
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 11 février 2020  
Principe adopté le **13 février 2020**, et  
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

*Prise en considération de rapports de commissions*

- 20) Projet de loi n° 15**  
Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique  
Présenté par la ministre du Tourisme le 28 mai 2019  
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 17 septembre 2019  
Principe adopté le 19 septembre 2019  
Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **6 février 2020**

*Adoption*

- 21) Projet de loi n° 31**  
Loi modifiant principalement la Loi sur la pharmacie afin de favoriser l'accès à certains services et autorisant la communication de renseignements personnels concernant certains enfants autochtones disparus ou décédés à leur famille (*titre modifié*)  
Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le 13 juin 2019  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 9 octobre 2019  
Principe adopté le 31 octobre 2019  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux adopté le **3 décembre 2019**

- 22) Projet de loi n° 37  
Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 septembre 2019  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 30 octobre 2019  
Principe adopté le 5 novembre 2019  
Rapport de la Commission des finances publiques adopté le 11 février 2020  
Reprise du débat ajourné au nom du député de Rosemont le **18 février 2020**

## II. Projets de loi publics au nom des députés

### *Adoption du principe*

- 23) Projet de loi n° 190  
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social  
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**
- 24) Projet de loi n° 191  
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions  
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**
- 25) Projet de loi n° 192  
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction  
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 26) Projet de loi n° 193  
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse  
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 27) Projet de loi n° 194  
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques  
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**

- 28) Projet de loi n° 195**  
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance  
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 29) Projet de loi n° 196**  
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale  
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 30) Projet de loi n° 197**  
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens  
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**
- 31) Projet de loi n° 198**  
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles  
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 32) Projet de loi n° 199**  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement  
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 33) Projet de loi n° 391**  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière  
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 34) Projet de loi n° 392**  
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 35) Projet de loi n° 393**  
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**

- 36) Projet de loi n° 396**  
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte  
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**
- 37) Projet de loi n° 397**  
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal  
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 38) Projet de loi n° 399**  
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès  
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 39) Projet de loi n° 490**  
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 40) Projet de loi n° 493**  
Loi sur l'interculturalisme  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 41) Projet de loi n° 495**  
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine  
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 42) Projet de loi n° 496**  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 43) Projet de loi n° 497**  
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés  
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**

**44) Projet de loi n° 590**

Loi modifiant la Charte de la langue française afin d'instaurer la gratuité des services d'enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec

Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**

**45) Projet de loi n° 591**

Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle

Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**

*Étude détaillée en commission*

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

**III. Projets de loi d'intérêt privé**

*Consultation et étude détaillée en commission*

**46) Projet de loi n° 209**

Loi concernant la Ville de Saint-Tite

Présenté par le député de Maskinongé le **4 décembre 2019**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

**47) Projet de loi n° 210**

Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans l'aire de protection de la maison Roussil à Terrebonne et en partie dans l'aire de protection de la maison Bélisle à Terrebonne

Présenté par le député de Masson le **4 décembre 2019**, et  
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

*Adoption du principe*

*Adoption*

#### **IV. Motions du gouvernement**

**48) 18 février 2020**

Motion de la ministre de la Justice :

QUE l'Assemblée nationale :

Fasse siennes la position et les justifications du gouvernement exposées dans sa réponse, déposée devant l'Assemblée nationale le 18 février 2020, au rapport du Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales pour la période 2019-2023, déposé devant l'Assemblée nationale le 8 octobre 2019;

Modifie la recommandation 1 pour que les taux et échelles de traitement soient majorés comme suit :

- Une augmentation de 3,5 % au 1<sup>er</sup> avril 2019 (des échelles de traitement en vigueur au 31 mars 2019);
- Une augmentation de 2,5 % au 1<sup>er</sup> avril 2020 (des échelles de traitement en vigueur au 31 mars 2020);
- Une augmentation de 2,0 % au 1<sup>er</sup> avril 2021 (des échelles de traitement en vigueur au 31 mars 2021);
- Une augmentation de 2,0 % au 1<sup>er</sup> avril 2022 (des échelles de traitement en vigueur au 31 mars 2022);

Approuve les recommandations 2 à 6.

#### **V. Crédits budgétaires**

#### **VI. Débats statutaires**

## **AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

**49)** 18 février 2020

Motion du député de Matane-Matapédia :

QUE l'Assemblée nationale réitère le statut du français comme seule langue commune et officielle au Québec;

QUE l'Assemblée nationale rappelle le droit fondamental pour tous les Québécois et toutes les Québécoises de vivre et de travailler en français sur leur territoire;

QUE l'Assemblée nationale exprime sa profonde préoccupation quant à l'effritement du français au Québec, particulièrement en région métropolitaine;

QU'elle reconnaisse la nécessité de rouvrir la Charte de la langue française pour renforcer les protections dont s'est doté le Québec, notamment à l'égard du français comme langue de travail;

QU'elle réclame que les entreprises sous juridiction fédérale soient soumises à la Charte de la langue française;

Enfin, qu'elle demande au gouvernement de déposer un projet de loi faisant en sorte que les entreprises de 25 à 49 employés soient elles aussi soumises aux exigences de cette même Charte.

### Partie 3

#### **PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*

## Partie 4

### TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

#### COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

##### **Mandat réglementaire**

- Audition portant sur la gestion administrative du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et de la Société d'habitation du Québec, et sur le chapitre 2 du rapport de mai 2019 du Vérificateur général intitulé « Programme AccèsLogis Québec : exploitation des immeubles ».
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2018-2019 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur en suivi de la recommandation 3.2 du 40<sup>e</sup> rapport sur l'imputabilité de la Commission de l'administration publique.
- Audition du Curateur public sur le chapitre 6 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Protection des personnes inaptes sous régime public ».
- Audition du ministère des Transports du Québec sur le chapitre 2 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Activités du Centre de gestion de l'équipement roulant ».
- Audition sur le rapport spécial du Protecteur du citoyen intitulé « Donner accès au régime québécois d'assurance maladie aux enfants nés au Québec de parents au statut migratoire précaire ».



COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES  
RESSOURCES NATURELLES

**Mandat de l'Assemblée**

- Examen du Plan stratégique 2020-2024 d'Hydro-Québec (mandat confié le 5 décembre 2019).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 48**, Loi visant principalement à contrôler le coût de la taxe foncière agricole et à simplifier l'accès au crédit de taxes foncières agricoles (mandat confié le 13 février 2020).

**Mandat réglementaire**

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

**Mandat d'initiative**

- Examiner les impacts des pesticides sur la santé publique et l'environnement, ainsi que les pratiques de remplacement innovantes disponibles et à venir dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, et ce, en reconnaissance de la compétitivité du secteur agroalimentaire québécois.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**Mandat de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Saint-Tite (mandat confié le 4 décembre 2019).

**Mandat conféré par une loi**

- Étudier le rapport de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie municipale.

### **Mandat réglementaire**

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

### **COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION**

### **Mandat de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 210**, Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans l'aire de protection de la maison Roussil à Terrebonne et en partie dans l'aire de protection de la maison Bélisle à Terrebonne (mandat confié le 4 décembre 2019).

### **Mandat conféré par une loi**

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

### **Mandat d'initiative**

- Avenir des médias d'information.

### **COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL**

### **COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES**

### **Mandat de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 41**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016, du 28 mars 2017, du 27 mars 2018 et du 21 mars 2019 (mandat confié le 7 novembre 2019).

- **Projet de loi n° 42**, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l’occasion du discours sur le budget du 21 mars 2019 et à certaines autres mesures (mandat confié le 19 novembre 2019).

### COMMISSION DES INSTITUTIONS

#### **Mandat de l’Assemblée**

##### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 29**, Loi modifiant le Code des professions et d’autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées (mandat confié le 24 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 32**, Loi visant principalement à favoriser l’efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d’intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel (mandat confié le 6 novembre 2019).

### COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

#### **Mandat de l’Assemblée**

##### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 18**, Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes (mandat confié le 26 septembre 2019).

### COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

#### **Mandat de l’Assemblée**

##### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 43**, Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers et d’autres dispositions afin de favoriser l’accès aux services de santé (mandat confié le 27 novembre 2019).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 52**, Loi visant à renforcer le régime d'examen des plaintes du réseau de la santé et des services sociaux notamment pour les usagers qui reçoivent des services des établissements privés (mandat confié le 4 février 2020).

**Mandat d'initiative**

- L'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH).

[COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT](#)

[COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS](#)

**Mandat de l'Assemblée**

Consultations particulières :

- Établir un portrait de l'exploitation sexuelle des mineurs au Québec, y compris les conséquences sur le passage à la vie adulte (mandat confié le 14 juin 2019).

Partie 5

**QUESTIONS ÉCRITES**

*Les questions déjà inscrites paraissent  
au Feuilleton du mercredi*

Mme Ghazal (Mercier) – **4 février 2020**

Au ministre des Finances

Montréal pour tous, un organisme de ma circonscription qui rassemble des bénévoles de partout à Montréal, s'efforce de maintenir les résidents dans leurs quartiers. Depuis septembre 2018, ils cherchent à obtenir un engagement de la part du ministère des Finances afin que la subvention pour aînés relative à une hausse de taxes municipales s'adapte aux hausses foncières fulgurantes susceptibles de déloger des propriétaires occupants à la retraite ou dont les revenus ne suivent pas la même trajectoire à la hausse. Une première lettre déposée le 15 septembre 2018 a été laissée sans réponse par le ministre des Finances sortant. La deuxième lettre envoyée en date du 14 décembre 2018 n'a mené qu'à un accusé de réception.

Le rôle foncier 2020-2022 publié par la Ville de Montréal fournit les augmentations moyennes par arrondissement. Sur Le Plateau-Mont-Royal, la variation de la valeur des propriétés est de l'ordre de 16,7% soit 4% de plus que la moyenne montréalaise. Cette variation importante cumulée aux hausses de taxes de la ville et des arrondissements rend le paiement plus difficile pour les gens dont les revenus et retraites augmentent peu ou pas. Dans ce contexte de surchauffe des valeurs foncières, la subvention est insuffisante et doit donc être bonifiée.

À la lumière de ce genre de situations intenable pour un nombre croissant de résidents, ma question pour le ministre des Finances est la suivante:

- Le ministre envisage-t-il de bonifier la subvention pour aînés relative à une hausse de taxes municipales afin de l'adapter sérieusement aux réalités actuelles marquées par de fortes hausses de l'évaluation foncière dans les secteurs les plus recherchés du marché qui poussent plusieurs personnes à devoir quitter leur chez-soi?

118) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **4 février 2020**  
À la ministre de la Santé et des Services sociaux

Comme le souligne le Protecteur du citoyen dans son rapport sur le Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Outaouais – Hôpital de Hull, daté du 11 octobre 2018 : « [...] toute personne a le droit de recevoir des services de santé adéquats et de façon personnalisée et sécuritaire [...] » Il recommande, suite à son enquête, que « l'interdiction complète du port de parfum s'applique au personnel de l'urgence de l'hôpital de Hull. »

En effet, plusieurs ingrédients entrant dans la composition des fragrances peuvent causer ou aggraver des conditions de santé telles que l'asthme, l'eczéma, l'hypersensibilité chimique multiple, les sinusites et les migraines. Ainsi, certaines personnes malades ont de la difficulté à avoir accès à des soins de santé parce qu'elles ne peuvent supporter les produits chimiques contenus dans différents produits comme les eaux de Cologne, les lotions après-rasage, les fixatifs, les savons et les parfums.

En 2015, au Québec seulement, Statistique Canada répertoriait 173 500 personnes diagnostiquées comme souffrant d'HCM/MCS. Ce nombre a grimpé à 230 500 en 2016.

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec a elle-même déclaré que : «[...] la définition du motif handicap dans la Charte des droits et libertés de la personne retenue par notre Commission ainsi que l'interprétation de ce motif par les tribunaux du Québec est suffisamment large et ouverte pour que les personnes qui souffrent d'hypersensibilité environnementale puissent invoquer ce motif.»

Le Journal de l'Association médicale canadienne (JAMC) publiait, dans son éditorial du 3 novembre 2015 : « Beaucoup de pratiques qui sont acceptables ailleurs ne le sont pas dans les hôpitaux, comme l'application de parfums artificiels sur le corps [... Il n'y a donc pas lieu de continuer à tolérer les parfums artificiels dans les hôpitaux [...]. Il devrait être interdit de porter des parfums artificiels dans tous les hôpitaux, ce qui favoriserait la sécurité des patients, du personnel et des visiteurs. »

Selon l'Association pour la santé environnementale du Québec (ASEQ) : « Au Canada, des politiques ont été mises en place dans plusieurs hôpitaux ou établissements gouvernementaux, où les visiteurs, patients, professionnels de la santé et autres membres du personnel sont tenus de ne pas utiliser de produits contenant des fragrances. »

L'ASEQ s'est récemment adressée au Ministère de la Santé et des Services sociaux pour lui demander la création de soins de santé au Québec sans fragrances. Le 13 novembre dernier, la sous-ministre, Mme Lucie Opatrny, répondait à l'ASEQ qu'il revient aux employeurs de se doter d'une politique sans parfum. Le 2 décembre 2019, ils ont reçu une nouvelle lettre, signée par le sous-ministre M. Yvan Gendron, leur refusant une rencontre sous prétexte que le ministère venait de confier « à l'Institut national de santé publique du Québec le mandat d'effectuer une analyse rigoureuse de la littérature scientifique.»

Mes questions à la ministre sont les suivantes :

- La ministre reconnaît-elle qu'au moins 3,2% des Québécois et Québécoises souffrent d'hypersensibilité environnementale?
- La ministre croit-elle qu'il est judicieux de s'en remettre uniquement aux employeurs alors qu'il est question de la santé de plusieurs citoyens du Québec?
- La ministre pourrait-elle, si elle le souhaitait, mettre en place des politiques sans-fragrances/parfums dans les différents établissements de soins de santé du Québec?
- Si oui, quelles raisons évoquerait la ministre pour ne pas aller de l'avant avec une telle politique pouvant faciliter l'accessibilité au système de santé ?
- Sinon, quelles mesures la ministre pense-t-elle mettre de l'avant pour permettre à ces personnes vulnérables d'avoir accès au milieu des soins médicaux?
- En 2012, le ministre de la Santé, M. Yves Bolduc, a confié le mandat au Dr Gaétan Carrier de l'INSPQ de rédiger une revue de littérature sur l'hypersensibilité chimique multiple : la ministre peut-elle nous dire à quelle étape en est rendue la rédaction?
- La ministre peut-elle nous renseigner sur l'échéancier que doit respecter l'Institut national de santé publique du Québec pour le dépôt de son rapport?
- Puisque l'expertise dans ce domaine est rare et qu'il est primordial que la revue littéraire soit évaluée par des pairs, la ministre peut-elle nous donner les noms et le champ d'expertise des réviseurs?

119) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **4 février 2020**  
À la ministre de la Justice

J'ai été sensibilisée à une réalité concernant le recyclage des pièces automobiles. Considérant que l'achat et l'usage d'un véhicule constituent une source importante de dépenses pour les ménages, il m'apparaît justifié d'exiger de la part des réparateurs automobiles d'offrir systématiquement la possibilité à leur client de choisir entre l'achat d'une pièce neuve ou d'une pièce recyclée ou réutilisée, d'autant que ces dernières options représentent un choix écologique des plus intéressants dans un contexte de crise climatique.

Pour l'instant, aucune norme n'existe en ce sens, laissant au réparateur automobile la discrétion de choisir la pièce de son choix. Ce choix devrait pourtant être systématiquement offert au consommateur. La possibilité de choisir entre une pièce neuve ou une pièce de seconde main permettrait aux ménages de mieux s'adapter à leur budget et cadrerait dans les principes d'économie circulaire.

Ainsi, ma question est la suivante :

- La ministre de la Justice s'engage-t-elle à intégrer à la Loi sur la protection du consommateur, une obligation d'offre de produits recyclés ou de seconde main fonctionnels aux automobilistes lors de la réparation de leur véhicule pour d'évidentes raisons économiques et écologiques?

120) Mme Ghazal (Mercier) – **5 février 2020**  
Au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Conservation de la nature Québec (CNQ), un organisme à but non lucratif dont la mission est la conservation des milieux naturels du Québec, a proposé au gouvernement du Québec en janvier dernier de participer au projet Projet Héritage Naturel Québec (PHNQ 2019-2023), qui vise à profiter d'un appariement de 100M\$ des partenaires de CNQ, si 100M\$ sont investis par le gouvernement provincial dans son projet de conservation foncière.

Ma question pour le ministre de l'environnement est la suivante :



Afin de respecter les engagements qu'il a pris dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB), soit de protéger 17% du territoire terrestre et en eau douce intérieur, est-ce que le gouvernement du Québec, qui protège actuellement un peu moins de 10% de son territoire terrestre et en eau douce intérieur, saisira l'opportunité offerte par CNQ de protéger l'équivalent de 200M\$ de territoire pour la somme de 100M\$?

- 121) Mme Labrie (Sherbrooke) – **6 février 2020**  
Au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

En décembre dernier, le ministre de l'Économie déclarait que l'éducation était l'un des secteurs les plus importants pour s'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre au Québec. En janvier, le ministre des Finances parlait de l'éducation pour créer de la richesse à long terme au Québec.

Bien que le gouvernement suive la politique de la réussite éducative 2017, cette dernière ne tient pas compte de plusieurs secteurs de l'éducation aux adultes. La dernière politique d'éducation aux adultes date de 2002 et son plan d'action est échu depuis 2007. Le bilan effectué de la politique de 2002 met en évidence les lacunes de cette politique et les enjeux de l'apprentissage des adultes.

Ma question est la suivante :

Dans ce contexte, est-ce que le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur s'engage à doter le Québec d'une réelle politique d'éducation aux adultes ?

- 122) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **6 février 2020**  
Au ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Depuis l'annulation de plus de 18 000 dossiers d'immigration en vertu de l'adoption du projet de loi 9, le ministère procède au remboursement des frais liés à ces demandes. Bien qu'un formulaire soit maintenant accessible en ligne pour les requérants désirant obtenir ce remboursement, aucune procédure n'a été prévue pour le remboursement de mandataires ayant déjà déboursé les frais exigés.

Ces mandataires ont effectué le paiement en lieu et place du requérant pour des raisons diverses, que ce soit un accès difficile, voire impossible, à un compte bancaire dans le pays d'origine du requérant, ou encore en raison de sanctions économiques limitant les transactions bancaires, comme c'est présentement le cas en Iran. Les mandataires attendent le remboursement depuis plusieurs mois, parfois sans réponse de la part du ministère. De plus, les communications du ministère, lorsqu'elles sont établies, le sont exclusivement avec le requérant et non avec le mandataire à qui le remboursement est pourtant dû.

Ces délais déraisonnables et le manque de communication engendrent beaucoup d'angoisse, de frustration et d'incertitude de la part de ces citoyens et résidents pour qui les centaines de dollars déboursés peuvent avoir un effet significatif sur leurs finances personnelles.

Ainsi, mes questions sont les suivantes :

- Le ministre s'engage-t-il à mettre en place une procédure de remboursement des mandataires dans les plus brefs délais?
  - Si oui, peut-il nous informer de l'échéancier de mise en place de cette procédure?
- Le ministre s'engage-t-il à communiquer les procédures de remboursement directement aux mandataires, lorsque le ministère détient les coordonnées de ceux-ci, en sus du requérant de la demande d'immigration?

123) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **18 février 2020**  
À la ministre de la Justice

La confiance des citoyens à l'égard de notre système judiciaire dépend en grande partie de l'accès à la justice. Bien qu'un certain rattrapage ait été effectué au cours des dernières années, le seuil d'admissibilité à la gratuité de l'aide juridique se trouve toujours bien en dessous du seuil d'un revenu viable pour un citoyen vivant seul.

Selon une étude de l'IRIS, le revenu viable moyen pondéré pour une personne seule s'élevait à 26 721 \$ en 2019, alors que le barème d'admissibilité à l'aide juridique gratuite pour une personne seule s'élève à 22 750\$ depuis 2019. Un individu vivant à la limite du revenu viable devra quant à lui déboursier 400\$ pour avoir accès à l'aide juridique. La justice devient donc trop souvent un luxe difficilement accessible pour les plus démunis de notre société.

Ainsi, ma question est la suivante :

- La ministre s'engage-t-elle à revoir à la hausse les barèmes d'admissibilité à l'aide juridique gratuite?

124) Mme Dorion (Taschereau) – **19 février 2020**  
À la ministre de la Culture et des Communications

En novembre 2016, le ministre de la Culture de l'époque, Luc Fortin, a annoncé la création d'un comité de travail sur la mise en valeur du patrimoine religieux moderne du Québec».

Mes deux questions pour la ministre de la Culture et des Communications sont les suivantes :

- Quelle suite a été donnée aux travaux de ce comité?
- Est-ce que le rapport du comité peut être rendu accessible au public?

125) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **19 février 2020**  
Au ministre des Finances

Un entrepreneur m'a interpellé sur certaines pratiques dans l'industrie de la coiffure et dans l'ensemble de l'industrie des soins personnels.

D'abord, selon son expérience, le travail au noir serait pratique courante dans l'industrie et bon nombre d'employés recevraient leurs commissions « sous la table ». Par d'autres stratagèmes très répandus, comme la location de chaise dans un salon, bon nombre de salons et travailleurs de l'industrie déclarent des revenus inférieurs à 30 000\$ par année, évitant ainsi de payer des taxes. Ce système à deux vitesses provoquerait une concurrence déloyale qui découragerait et nuirait aux honnêtes entrepreneurs de l'industrie, surtout dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre où il deviendrait plus avantageux pour un employé de travailler partiellement ou entièrement au noir.

De quoi confirmer les craintes de l'entrepreneur de ma circonscription, une étude de 2014 du Comité sectoriel de la main-d'œuvre des services de soins personnels soulignait que Revenu Québec estimait à 280 millions \$ par année les pertes correspondant à l'évasion fiscale dans le secteur des soins personnels, plaçant l'industrie au 3<sup>e</sup> rang des secteurs les plus touchés par l'évasion fiscale, entre l'industrie de la restauration et celle de la contrebande de tabac. Depuis, de nouvelles mesures comme la mise en place d'un module d'enregistrement des ventes (MEV) obligatoire ont certes contribué à lutter contre l'évasion fiscale dans l'industrie de la restauration, mais aucune mesure similaire n'a été implantée pour l'industrie des soins personnels.

Ainsi, mes questions sont les suivantes :

- Est-ce que le ministre s'engage à serrer la vis à l'industrie des soins personnels, notamment en :
  - Surveillant plus attentivement les entreprises œuvrant dans le secteur des soins personnels?
  - Implantant des mesures sur la facturation ainsi que l'utilisation de MEV obligatoire?
- Le cas échéant, selon quel échéancier le ministre prévoit-il agir en la matière?

126) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **19 février 2020**

Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Un entrepreneur m'a interpellé sur certaines pratiques dans l'industrie de la coiffure et dans l'ensemble de l'industrie des soins personnels.

D'abord, selon son expérience, le travail au noir serait pratique courante dans l'industrie et bon nombre d'employés recevraient leurs commissions « sous la table ». Par d'autres stratagèmes très répandus, comme la location de chaise dans un salon, bon nombre de salons et travailleurs de l'industrie déclarent des revenus inférieurs à 30 000\$ par année, évitant ainsi de payer des taxes. Ce système à deux vitesses provoquerait une concurrence déloyale qui découragerait et nuirait aux honnêtes entrepreneurs de l'industrie, surtout dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre où il deviendrait plus avantageux pour un employé de travailler partiellement ou entièrement au noir.

Qui plus est, les principales victimes du flou créé par le manque d'encadrement de cette industrie et par la désinformation qui en découle sont des nouveaux arrivants. Le recrutement international est en effet pratique courante pour pallier la pénurie de main-d'œuvre et certains entrepreneurs profitent de leur méconnaissance des lois du Québec pour exploiter ces employés en leurs offrant des conditions ne respectant pas les normes du travail.

Ainsi, ma question est la suivante :

- Comment le ministre compte-t-il s'y prendre pour mieux protéger les employés subissant de l'exploitation dans l'industrie des soins personnels?

Partie 6  
**PRÉAVIS**

**I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS**

**Projets de loi du gouvernement**

**Projets de loi publics au nom des députés**

**Projets de loi d'intérêt privé**

**II. NOUVEAUX PRÉAVIS**

**aa)** Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie – *députée de Marie-Victorin*